



Conseil de sécurité

Briefing : Protection des civils en période de conflit armé

New York, le 12 novembre 2024

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl
Représentante permanente de la Suisse

Merci, monsieur le Président.

Je voudrais aussi remercier la Secrétaire générale adjointe aux droits de l'homme, la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires d'OCHA, ainsi que le Directeur du Bureau des urgences et de la résilience de la FAO, de leurs exposés qui sont au plus haut degré alarmants. Les informations que nous venons d'entendre complètent l'appel conjoint récent des Agences des Nations unies sur la situation humanitaire encore plus aiguë à Gaza et l'alerte du Comité de la famine du PCI. C'est pourquoi mon pays - avec nos collègues de la Guyane, de l'Algérie et de la Slovénie - a demandé cette séance d'urgence et nous sommes reconnaissants au Royaume-Uni de l'avoir mis à l'agenda si rapidement.

La Suisse remercie aussi toutes et tous les humanitaires qui poursuivent leur mission, au péril de leur propre vie, alors que la famine menace Gaza, particulièrement dans le nord.

En adoptant la résolution 2417, ce Conseil a reconnu le lien entre les conflits armés, l'insécurité alimentaire et le risque de famine. Ce faisant, il a également réitéré le devoir qui incombe à toutes les parties aux conflits de respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et des droits humains, et en particulier celles ayant un impact sur la sécurité alimentaire.

Il y a près de huit mois, ce Conseil s'était réuni dans le cadre prévu par la résolution 2417 suite à l'appel d'OCHA, qui avait formulé des recommandations afin de sortir de la situation déjà terrible à ce moment-là. La mise en œuvre de ces recommandations est d'autant plus urgente aujourd'hui que l'insécurité alimentaire est devenue encore plus aiguë.

La Suisse est profondément préoccupée par l'alerte du PCI qui fait état d'une famine imminente, malgré les appels répétés aux parties au conflit. Celles-ci ont en effet l'obligation d'autoriser et de faciliter l'accès humanitaire rapide et sans entrave à tous les civils dans le besoin. En tant que Puissance occupante, Israël doit en outre faire en sorte, dans toute la mesure de ses moyens, que les besoins essentiels de la population gazaouie soient satisfaits.

Il est important de rappeler que l'usage de la famine comme méthode de guerre est strictement interdit par le droit international humanitaire et constitue un crime de guerre dont les responsables devront répondre de leurs actes.

Face à cette situation et en ligne avec les recommandations entendues cet après-midi et avec l'alerte IPC, la Suisse souhaite souligner les mesures urgentes suivantes :

Premièrement, il est impératif et urgent qu'un accord de cessez-le-feu soit enfin conclu. Les résolutions 2728 et 2735 l'ont exigé. Nous appelons également à la libération immédiate et sans condition des otages. La Suisse est pleinement investie dans les négociations sur une ébauche de résolution proposée par les membres élus de ce Conseil.

Deuxièmement, la Suisse appelle toutes les parties à prendre immédiatement des mesures concrètes et effectives pour épargner et protéger la population civile comme le requièrent leurs obligations en vertu du droit international humanitaire. Ceci comprend – je le répète - l'interdiction d'utiliser la famine comme méthode de guerre contre la population civile ; l'interdiction d'attaquer, de détruire, d'enlever ou de mettre hors d'usage des biens indispensables à la survie de la population civile ; et l'obligation d'autoriser et faciliter le passage rapide et sans entrave des secours humanitaires destinés aux civils

dans le besoin. Le personnel humanitaire doit être respecté et protégé, tel que réaffirmée par la résolution 2730. Ceci inclut le personnel local, notamment de l'UNRWA et du CICR.

Troisièmement, un acheminement des denrées alimentaires commerciales à toutes les zones doit être garanti, afin que les marchés locaux puissent être rétablis. L'aide humanitaire à elle seule ne peut pas répondre aux besoins de plus de 2 millions de personnes. Dans ce contexte, la Suisse rappelle également le rôle central du personnel local des agences humanitaires et le rôle pivot de l'UNRWA pour la fourniture de services essentiels au-delà de l'aide humanitaire.

Monsieur le Président,

Les données scientifiques présentées nous appellent à l'action. La Suisse, en tant que point focal informel au Conseil sur les conflits et la faim, avec le Guyana, appelle tous les membres de ce Conseil à assumer leurs responsabilités, comme le demande la résolution 2417.

Nous devons trouver une solution qui puisse mettre fin à la souffrance humaine et nous devons urgemment relancer les perspectives de paix.

Je vous remercie.

UNOFFICIAL TRANSLATION

Thank you, Mr President.

I would also like to thank the Under-Secretary-General for Human Rights, the Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs of OCHA, and the Director of the FAO Office of Emergency and Resilience, for their presentations, which are very alarming. The information we have just heard complements the recent joint appeal from UN agencies on the even more acute humanitarian situation in Gaza and the alert from the ICP Famine Committee. That is why my country - along with our colleagues from Guyana, Algeria and Slovenia - requested this emergency session, and we are grateful to the UK for putting it on the agenda so quickly.

Switzerland would also like to thank all the humanitarian workers who are continuing their mission, at the risk of their own lives, while famine threatens Gaza, particularly in the north.

By adopting Resolution 2417, this Council has recognised the link between armed conflict, food insecurity and the risk of famine. In doing so, it also reiterated the duty of all parties to conflicts to respect their obligations under international humanitarian and human rights law, and in particular those that have an impact on food security.

Nearly eight months ago, this Council met within the framework provided by Resolution 2417, following an appeal by OCHA, that had made recommendations to resolve the situation, which was already terrible at the time. The implementation of these recommendations is all the more urgent now that food insecurity has become even more acute.

Switzerland is deeply concerned by the IPC's warning of imminent famine, despite repeated appeals to the parties to the conflict. They have an obligation to allow and facilitate rapid and unimpeded humanitarian access to all civilians in need. As the occupying power, Israel must also ensure, to the best of its ability, that the basic needs of the Gazan population are met.

It is important to remember that the use of starvation as a method of warfare is strictly prohibited by international humanitarian law and constitutes a war crime for which those responsible will have to answer.

Faced with this situation and in line with the recommendations heard this afternoon and with the IPC alert, Switzerland wishes to stress the following urgent measures:

Firstly, it is imperative and urgent that a ceasefire agreement is finally reached. Resolutions 2728 and 2735 demanded this. We also call for the immediate and unconditional release of the hostages. Switzerland is actively involved in the negotiations on a draft resolution proposed by the elected members of this Council.

Secondly, Switzerland calls on all parties to take immediate, concrete and effective measures to spare and protect the civilian population as required by their obligations under international humanitarian law. This includes - I repeat - the prohibition on using starvation as a method of warfare against the civilian population; the prohibition on attacking, destroying, removing or rendering useless objects indispensable to the survival of the civilian population; and the obligation to authorise and facilitate the rapid and unimpeded passage of humanitarian relief to civilians in need. Humanitarian personnel must

be respected and protected, as reaffirmed by Resolution 2730. This includes local staff, in particular UNRWA and ICRC staff.

Thirdly, commercial food supplies must be guaranteed to all areas, so that local markets can be re-established. Humanitarian aid alone cannot meet the needs of more than 2 million people. In this context, Switzerland also recalls the central role of the local staff of humanitarian agencies and the pivotal role of UNRWA in providing essential services beyond humanitarian aid.

Mr. President,

The scientific data that has been presented calls for action. Switzerland, as informal co-focal point in the Council on Conflict and Hunger, together with Guyana, calls on all members of this Council to assume their responsibilities, as called for in Resolution 2417.

We must find a solution that can put an end to human suffering, and we must urgently revive the prospects for peace.

Thank you.